

## Encéphalogramme plat

En 2013, l'enquête de l'Observatoire conjoncturel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et Hautes-Pyrénées diagnostiquait que **sans vrais remèdes aucune rémission** ne serait possible pour notre économie.

Sans surprise, parce que lancée dans un contexte où **l'économie Française, avec des perspectives de croissance très faibles**, désormais avérées pour 2014, **fait du sur place**, notre nouvelle enquête, si elle n'indique pas une rechute, ne témoigne pas pour autant d'une reprise.

**Tous les indicateurs restent sinon bas**, tels l'activité et l'emploi, **au mieux stables** comme l'investissement et la trésorerie.

Alors que le chômage et la hausse de la fiscalité sont des freins clairement identifiés qui pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages et ne laissent pas espérer un vrai redémarrage de notre économie, **les entreprises à la situation financière toujours dégradée** ne perçoivent pas vraiment les incitations à embaucher et à investir.

Il semblerait, à cet égard, que les dispositifs du **CICE et du Pacte de Responsabilité**, qui pourtant avaient su susciter une attente importante, ont hélas produit une **déception équivalente de par leur format et leur complexité**.

Par ailleurs, la comparaison avec les performances économiques des différents pays européens livre un constat sans appel où **la France donne le sentiment de reculer progressivement par rapport à ses voisins** avec, au cours des dernières années, des indicateurs dégradés liés à la dette publique, au taux de croissance du PIB et à celui de l'emploi.

**Un constat amer que partagent nos chefs d'entreprises** qui sont près de 70 % à juger cette situation très préoccupante pour l'avenir économique de la France elle-même et qui **réclament massivement une réduction des dépenses publiques, une diminution des prélèvements fiscaux et sociaux**, ainsi que davantage d'incitation à l'embauche et à la reprise d'un emploi.

Alors que la **Réforme Territoriale** n'est, à l'évidence, pas perçue par les chefs d'entreprises comme un chantier prioritaire, ces derniers soulignent leur **attachement au couple Commune/Département**, démontrant ainsi leur inclination à cette relation indispensable de proximité à préserver, et **jugent incohérent, à 80 %, le mariage de Midi-Pyrénées avec le Languedoc-Roussillon** au regard de la réalité économique du département, et préféreraient à **plus de 85 % le rattachement des Hautes-Pyrénées à la nouvelle région Aquitaine**.

Au total, malgré certains signes récents, qui soulignent **une relative prise de conscience de la problématique** par les pouvoirs publics, les chefs d'entreprises s'impatientent de voir se dessiner une **véritable stratégie, cohérente et lisible**, de retour à la croissance installant un climat de confiance durable capable de réanimer des entreprises qui veulent encore trouver, en elles, la force d'échapper à un **contexte économique à encéphalogramme plat**.

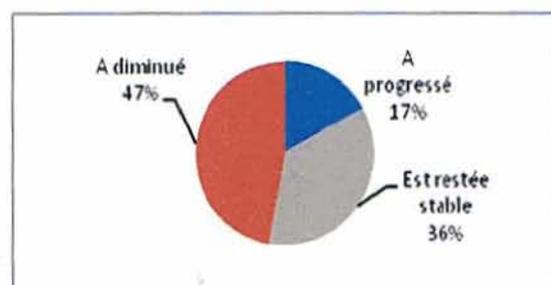
## ACTIVITE **Toujours pas de sursaut**

Au cours des 6 derniers mois, toutes catégories confondues, plus de 80% des chefs d'entreprises n'ont pas vu leur activité se développer. Ainsi, tout comme lors de nos 3 précédentes enquêtes, près d'une entreprise sur deux a été touchée par une baisse de son activité. Toutefois, par rapport à l'année dernière, l'activité industrielle semble s'être dégradée, les chefs d'entreprises du secteur étant deux fois moins nombreux avoir vu leur activité progresser.

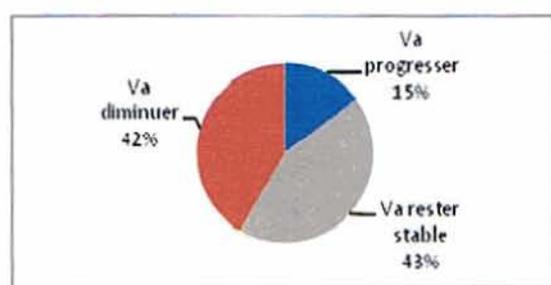
Pour les 6 mois à venir, les prévisions restent modérément optimistes, 85% des entrepreneurs du département envisageant une stabilisation voire une dégradation de leur activité.

### Toutes catégories confondues

#### Tendances

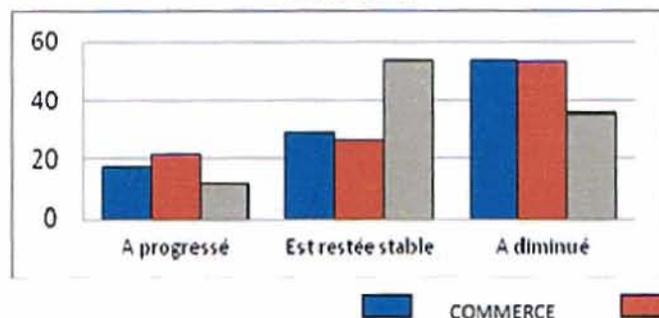


#### Prévisions

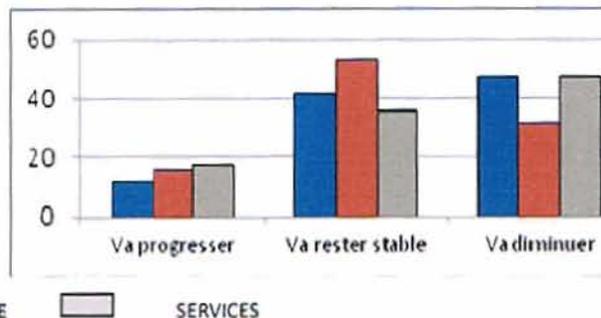


### Par catégorie

#### Tendances



#### Prévisions

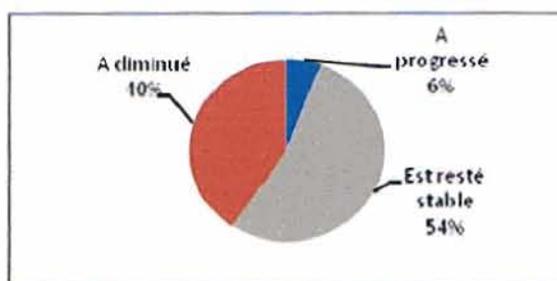


## EMPLOI **Dans l'impasse**

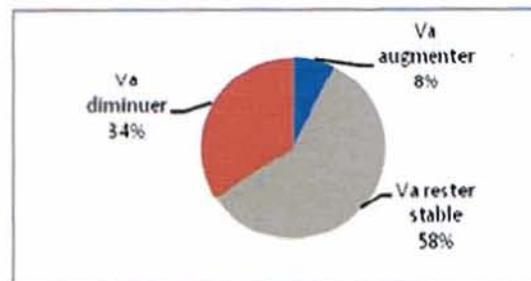
Dans les Hautes-Pyrénées, tout comme dans le reste de la France, l'emploi ne parvient pas à retrouver son niveau d'avant crise et le rattrapage s'avère de plus en plus difficile. Tous secteurs confondus, les tendances en matière d'emploi se révèlent pire que les prévisions enregistrées lors de notre dernière enquête. Ainsi, les chefs d'entreprises interrogés sont deux fois plus nombreux qu'à l'année dernière à avoir diminué leurs effectifs (40% contre 20% en 2013). Le commerce reste la catégorie la plus touchée, l'emploi dans ce secteur étant à l'arrêt aussi bien sur les 6 derniers mois que pour les 6 mois à venir. Toutes catégories confondues, la situation difficile dans laquelle se trouve l'emploi départemental semble s'inscrire désormais dans la durée, seuls 8% des entrepreneurs envisageant d'augmenter leurs effectifs dans les 6 mois à venir.

### Toutes catégories confondues

#### Tendances

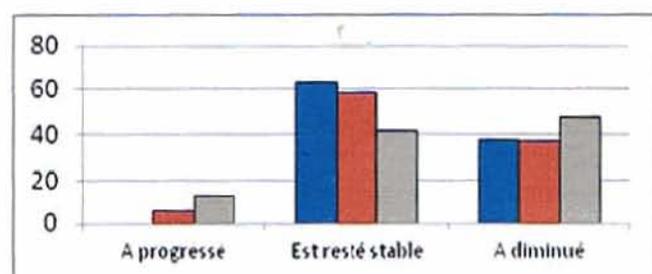


#### Prévisions

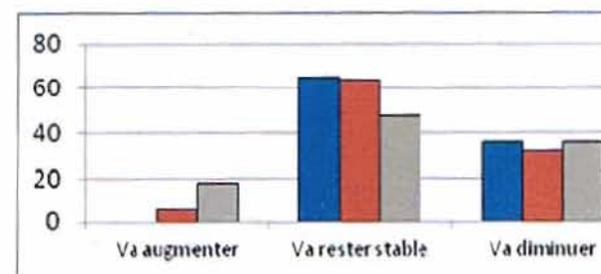


### Par catégorie

#### Tendances



#### Prévisions



## INVESTISSEMENTS

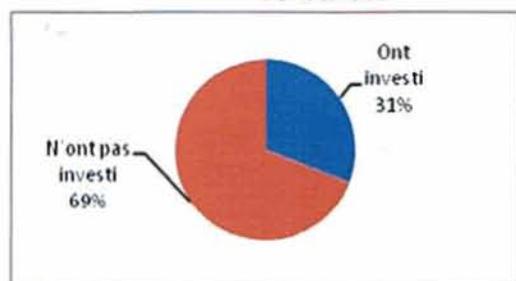
## Stabilisation au plus bas niveau

Toutes catégories confondues, les investissements réalisés par les chefs d'entreprises du département sont globalement similaires à ceux de 2013. La **panne de croissance actuelle contraint les entreprises à limiter leurs projets** puisqu'au cours des 6 derniers mois elles sont **près de 70 % à ne pas avoir investi**, un niveau toujours insuffisant pour envisager une vraie reprise économique. Par rapport à notre dernière enquête, le secteur tertiaire a su confirmer sa volonté d'investir davantage.

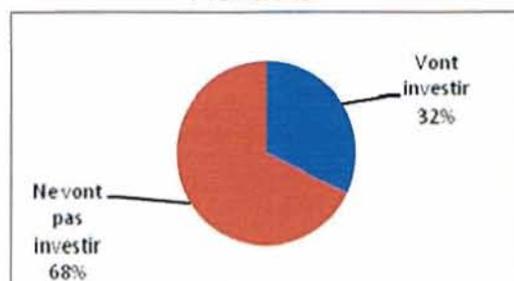
Pour les 6 mois à venir, **les chefs d'entreprises anticipent une quasi stabilité de leurs investissements (+1%)**. Toutefois, dans le secteur industriel ils sont deux fois moins nombreux que l'année dernière à envisager investir.

## Toutes catégories confondues

Tendances

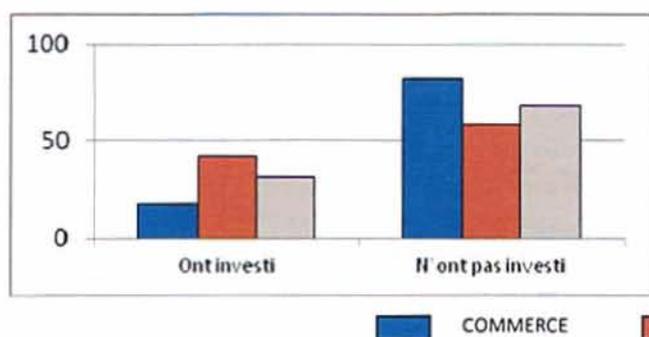


Prévisions

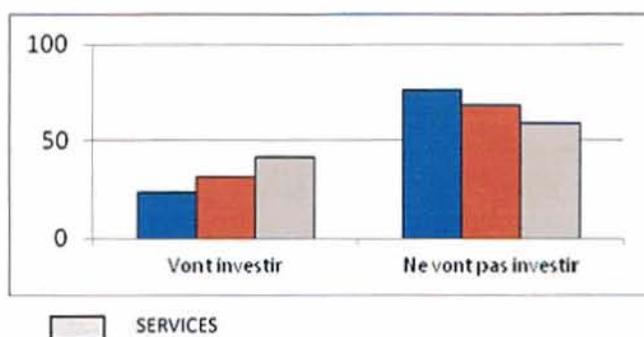


## Par catégorie

Tendances



Prévisions



## TRESORERIE

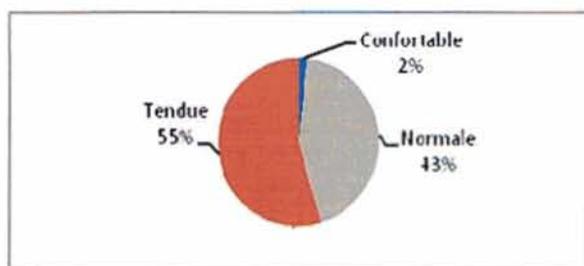
## Peu de marge de manœuvre

Alors que, toutes catégories confondues, les résultats de notre enquête révèlent **une trésorerie toujours tendue sur les 6 derniers mois pour 55% des chefs d'entreprises**, seuls 2% d'entre eux jugent leur trésorerie confortable soit 11% de moins que l'année dernière. Toutefois, il convient de souligner que les chefs d'entreprises du secteur commerce sont deux fois plus nombreux qu'en 2013 à juger leur trésorerie normale, une tendance qui tend à se stabiliser dans la durée.

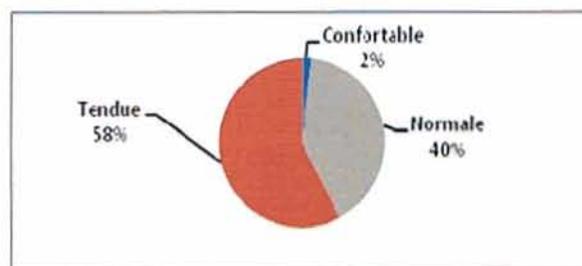
Pour les 6 prochains mois, **les difficultés que les entrepreneurs du département présagent expliquent qu'ils seront encore seulement 2% à prévoir une trésorerie confortable**.

## Toutes catégories confondues

Tendances

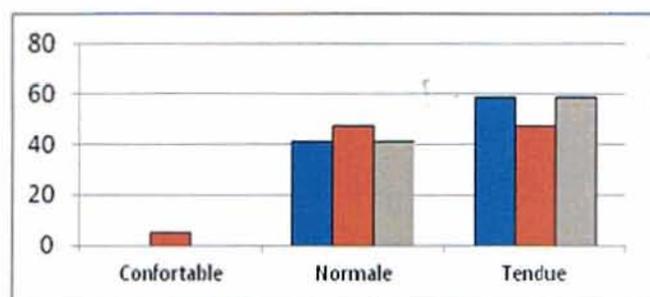


Prévisions

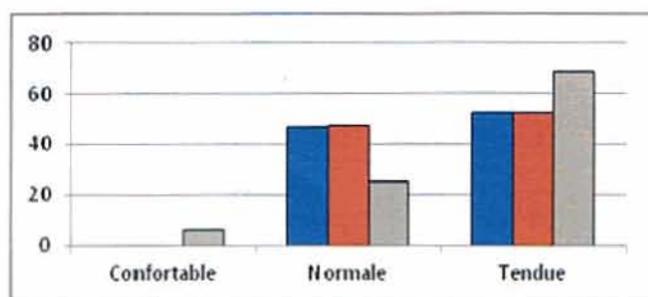


## Par catégorie

Tendances



Prévisions



## RESULTATS D'EXPLOITATION

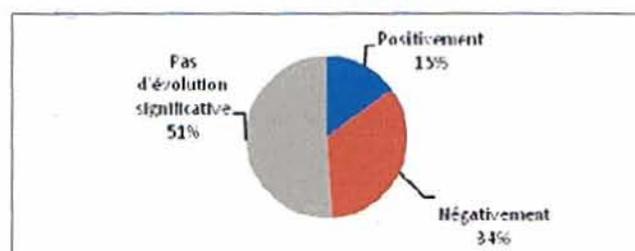
## Pas d'amélioration en vue

Sur les 6 derniers mois, seuls 15% des chefs d'entreprises du département ont connu une évolution positive de leurs résultats, alors qu'un tiers d'entre eux continuent de voir leurs résultats se dégrader témoignant de la crise durable que traverse notre économie.

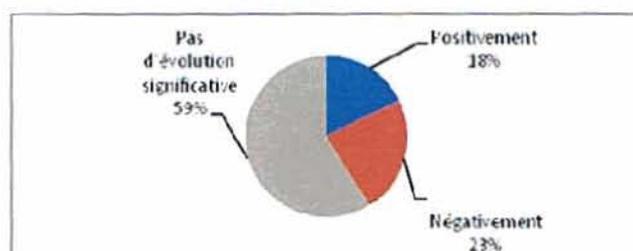
Si les prévisions pour les 6 mois à venir ne témoignent pas d'une dégradation supplémentaire, elles ne traduisent pas pour autant une nette amélioration à venir, tous les secteurs étant désormais touchés dans une proportion équivalente.

## Toutes catégories confondues

## Tendances

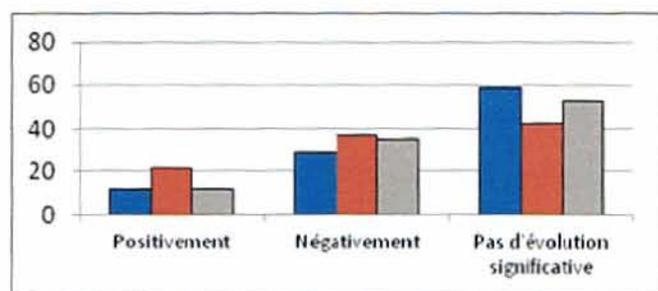


## Prévisions

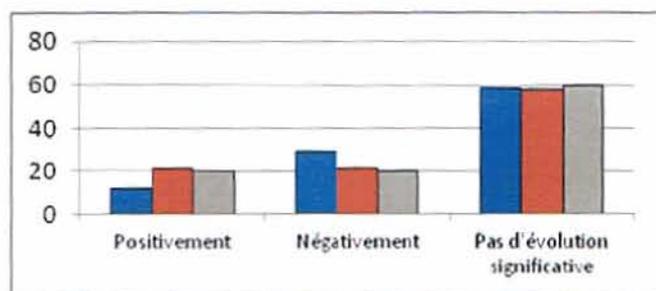


## Par catégorie

## Tendances



## Prévisions

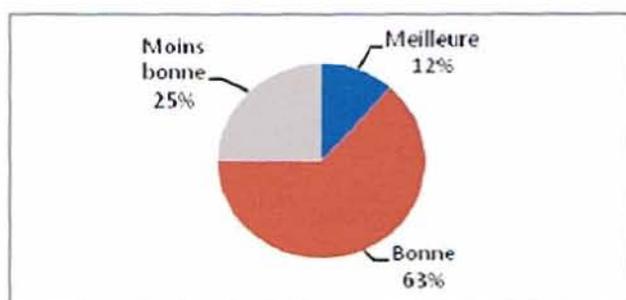


■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

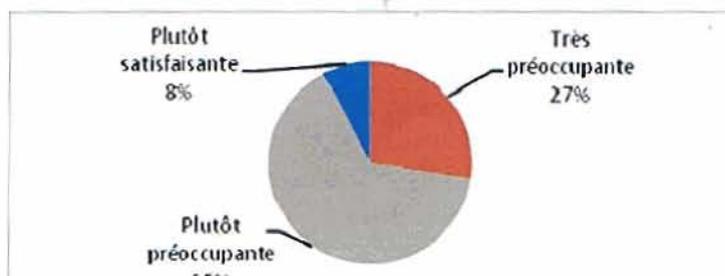
## SITUATION GENERALE

## Le moral atteint ?

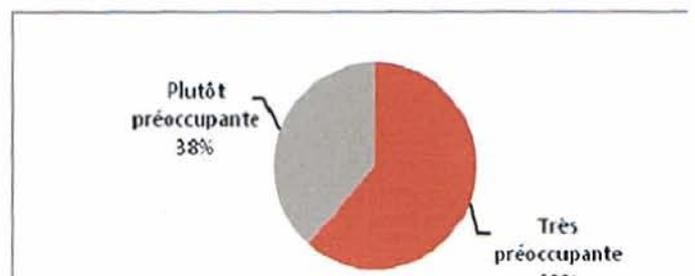
Alors que les chefs d'entreprises du département sont encore 75% à avoir confiance en leurs aptitudes et outils de travail pour faire face à la concurrence, ce niveau est pourtant le plus bas jamais atteint depuis 1996. Ces résultats semblent être le reflet d'une perception durablement dégradée de la situation économique aussi bien départementale que nationale, qu'aucun d'entre eux ne juge satisfaisante, et que près de deux tiers d'entre eux jugent très préoccupante (soit 34% de plus qu'en 2011).

Toutes catégories confondues  
Situation vis-à-vis des concurrents

## Situation départementale



## Situation nationale

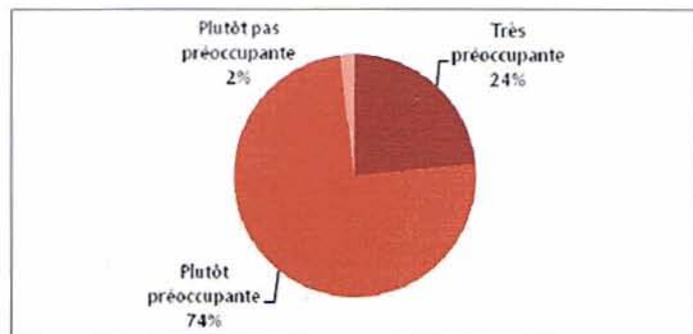


## ACTUALITE

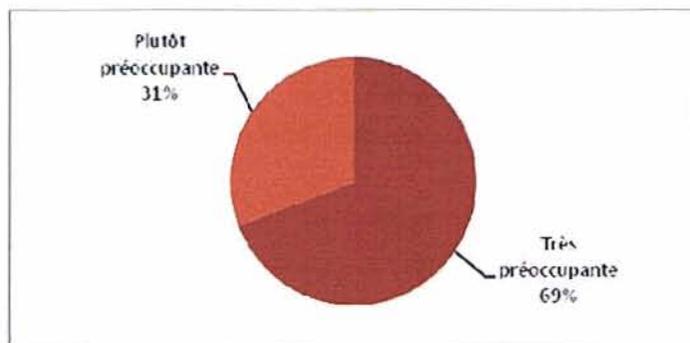
## International

Alors que l'Allemagne ne cesse de caracoler dans le classement des pays les plus performants d'Europe, la France, elle, reste prisonnière du ventre mou de ce dernier. Dans le contexte géopolitique actuel, comment jugez-vous cette position pour l'avenir économique :

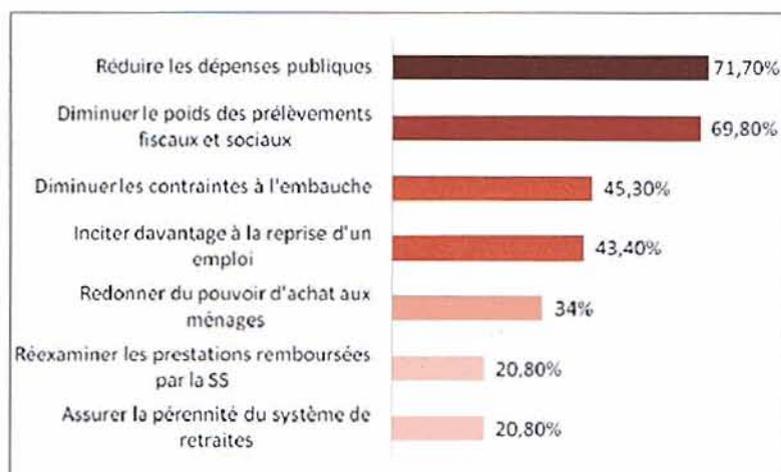
## De l'Europe ?



## De la France ?



L'Allemagne a su résoudre ses problèmes de coûts de production et de déficit budgétaire en réalisant les réformes structurelles nécessaires. Pour rejoindre le peloton de tête, la France doit en priorité :



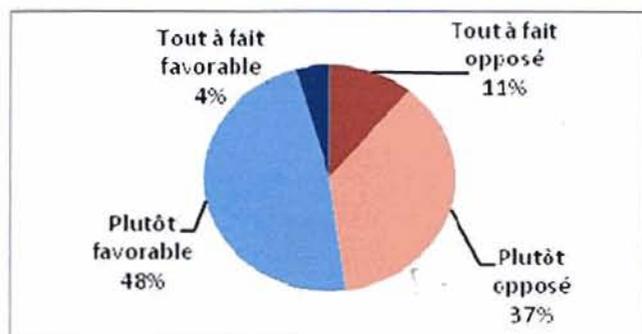
Les performances économiques décevantes de la France par rapport à ses voisins européens préoccupent la majorité des chefs d'entreprises, non seulement pour l'avenir économique de l'Europe, mais surtout pour celui de la France elle-même.

Ils réclament massivement une réduction des dépenses publiques et une diminution du poids des prélèvements fiscaux et sociaux, remèdes prioritaires à leurs yeux pour relancer la croissance, et améliorer les performances économiques françaises.

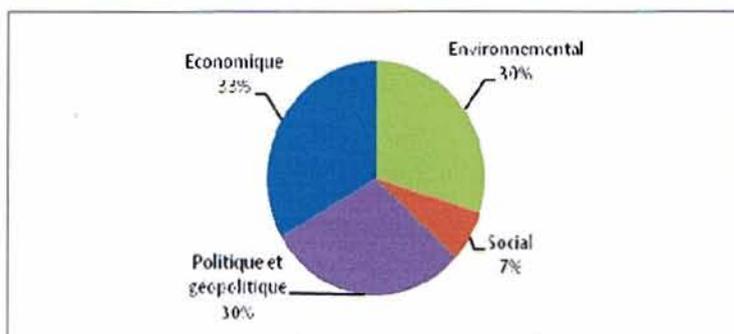
Près de la moitié d'entre eux jugent également l'emploi comme une variable d'ajustement primordiale, et appellent de leurs vœux une baisse des contraintes à l'embauche et davantage d'incitations à la reprise d'un emploi.

## Transition énergétique

Comment vous positionnez-vous par rapport à l'exploitation du gaz de schiste ?

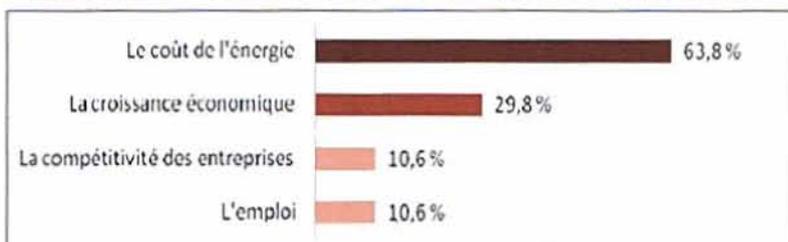


Pour vous l'enjeu de la transition énergétique en France est-il avant tout ?



Alors que la majorité (52%) des chefs d'entreprises interrogés est convaincue par l'utilisation du gaz de schiste, ils ont tous conscience de l'urgence de la transition énergétique dont ils jugent que l'enjeu principal est avant tout économique (33%) mais également environnemental (30%) et géopolitique (30%).

Selon vous, la transition énergétique va-t-elle globalement en France avoir un impact sur :

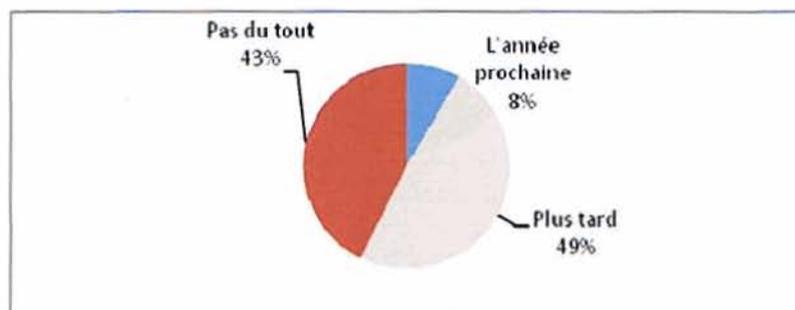


Plus de 60% des chefs d'entreprises interrogés attendent de la transition énergétique qu'elle ait un impact fort sur le coût de l'énergie.

Ils sont en revanche deux fois moins nombreux à envisager que la croissance économique puisse être impactée par un tel changement.

## Pacte de responsabilité

Le gouvernement a proposé un Pacte de Responsabilité aux entreprises devant répondre au double objectif d'allègement des charges sociales et de création de plusieurs centaines de milliers d'emplois. Selon vous, les résultats de cet outil gouvernemental se feront sentir :

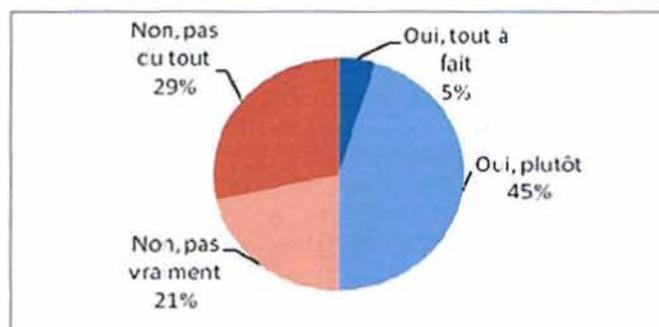


Notre enquête met en lumière le **grand scepticisme** des chefs d'entreprises du département quant à cette mesure phare qui avait été accueillie avec espoir. **Cet outil serait pour 43 % d'entre eux sans effet**, au moins immédiat, sur l'emploi ou la fiscalité.

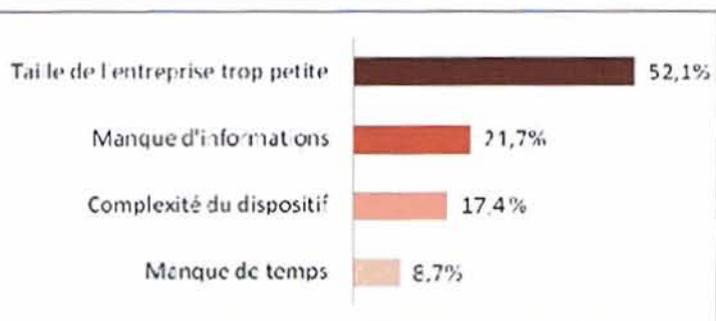
Ce scepticisme est d'autant plus problématique qu'il s'accompagne d'une **déception vis-à-vis du CICE** qui répond difficilement aux besoins des chefs d'entreprises qui y ont eu recours, et paraît dissuader les autres de le faire.

Avez-vous eu recours au CICE ?

Si oui, diriez-vous que ce dispositif a bien répondu à vos besoins ?

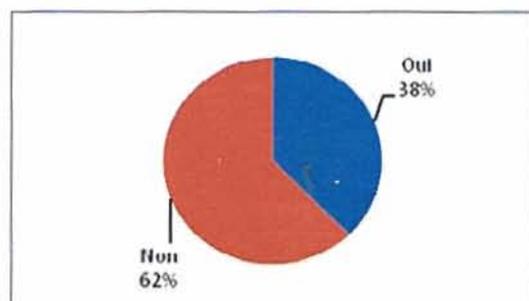


Sinon, pour quelles raisons n'y avez-vous pas eu recours ?

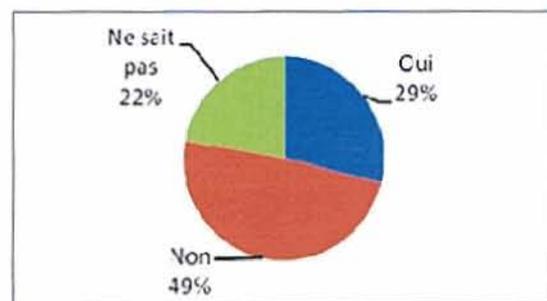


## Apprentissage

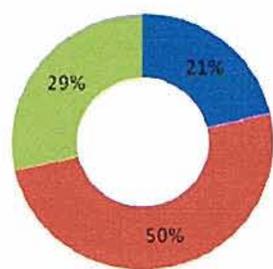
Votre entreprise emploie-t-elle actuellement un ou plusieurs apprentis ?



Votre entreprise envisage-t-elle de réduire son recours à l'apprentissage dans les prochains mois ?



Alors que plus de 60% des entreprises interrogées n'emploient actuellement aucun apprenti, près d'un tiers des chefs d'entreprises envisagent de réduire leur recours à l'apprentissage.

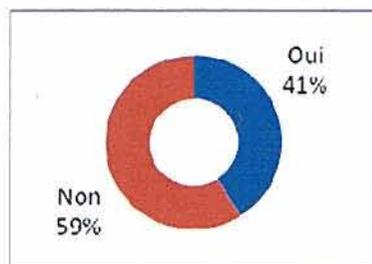


- Absence de visibilité sur l'activité de votre entreprise
- Coût du dispositif pour votre entreprise
- Difficulté à recruter des apprentis correspondant au profil souhaité

Ainsi, si le recours à l'apprentissage est toujours pour une majorité d'entreprises rendu difficile par son coût, l'absence de visibilité sur l'activité et la difficulté à recruter des apprentis viennent désormais contribuer à faire empirer la situation.

## Réforme territoriale

Considérez-vous la réforme territoriale comme une priorité ?



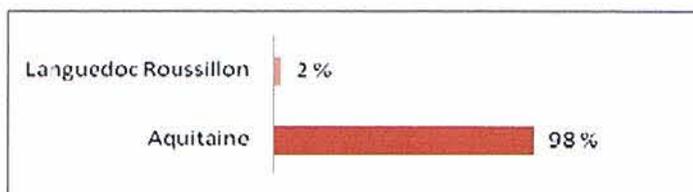
Tout comme la réforme territoriale n'est pas jugée prioritaire par 59% des chefs d'entreprises interrogés, le projet de mariage de Midi-Pyrénées avec Languedoc Roussillon semble lui aussi très éloigné des attentes des chefs d'entreprises haut-pyrénéens qui témoignent de leur attachement à la proximité en plébiscitant le couple Commune/Département.

80% d'entre eux ne voient pas l'opportunité d'une appartenance des Hautes-Pyrénées à un territoire élargi au Languedoc Roussillon tandis qu'au contraire ils se déclarent unanimement (98%) plus proches de leurs voisins aquitains.

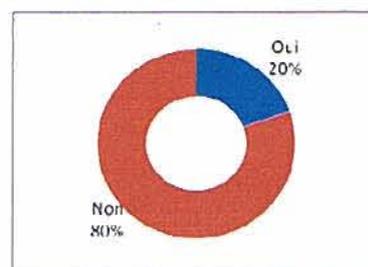
À quelle collectivité locale êtes-vous le plus attaché ?



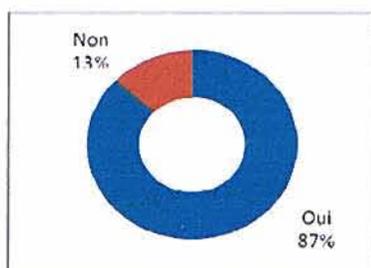
De quelle autre région française actuelle situeriez-vous les Hautes-Pyrénées les plus proches ?



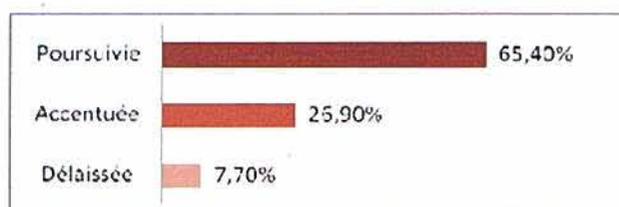
Considérez-vous Le regroupement des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon vous semble-t-il opportun pour le département des Hautes-Pyrénées ?



Le département devrait-il demander plutôt son rattachement à la future région Aquitaine ?



La démarche des CCI de Tarbes et de Pau d'organiser une rencontre annuelle sur le thème de la métropolisation Béarn-Bigorre doit être :



Ce sentiment de proximité avec l'Aquitaine n'est pas étranger au soutien apporté par la majorité de nos chefs d'entreprises interrogés (87%) au projet du possible rattachement des Hautes-Pyrénées à l'Aquitaine.

Ils sont ainsi plus de 65% à soutenir la CCI dans la poursuite de ses actions en faveur d'un rapprochement Béarn Bigorre, et plus d'un quart à souhaiter voir ce partenariat se renforcer encore davantage dans le temps.